

mardi 4 novembre 2008

**PROJET DE LOI DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE POUR 2009**  
**Explication de vote du groupe socialiste, radical et citoyen**  
**Par Marisol TOURAINE**

---

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs les ministres,  
Mes chers collègues,

Les députés socialistes, radicaux et citoyens ne voteront pas le projet de loi sur le financement de la sécurité sociale que vous leur présentez pour 2009. Car loin d'être le choix de la responsabilité, c'est celui de l'imprévoyance, de l'inefficacité et de l'injustice.

D'abord parce que ce budget n'est pas sincère. Il repose sur des hypothèses économiques chaque jour plus irréalistes. Vous tablez sur une croissance de 1% et la Commission européenne annonce déjà une quasi récession sans que vous ayez jugé utile à ce stade d'en tirer les conséquences ; vous prévoyez une hausse de la masse salariale de 3, 5 % alors que chaque jour nous apporte son lot de plans sociaux et de salariés au chômage ; les cotisations assises sur les revenus du travail diminuent mais vous refusez obstinément d'augmenter la contribution sur les stocks options, les retraites chapeaux et les parachutes dorés, à un moment où les dirigeants français apparaissent parmi les plus privilégiés d'Europe !

Or votre texte, face à cela, ne comporte aucune réforme de structure, seule capable de garantir dans la durée une sécurité sociale solidaire. Vous vous contentez de faire des déremboursements l'alpha et l'oméga de votre politique. Les franchises ? Elles sont prolongées, même si plus d'un Français sur trois déclare repousser des soins ou y renoncer pour des raisons financières. Les dépassements d'honoraires ? Ils ne sont pas encadrés. L'installation des médecins dans les zones délaissées ? Vous n'apportez aucune réponse. L'hôpital public ? Il est soumis à une cure de rigueur sans précédent, qui l'obligera, si vous maintenez ce cap à supprimer des milliers de postes au moment même où le Président de la République cherche à nous faire croire que l'emploi est redevenu sa priorité !

Et pourtant un objectif s'impose parmi tous : la réduction des inégalités face à la santé. Au lieu de quoi, vous choisissez d'imposer une taxe sur les organismes complémentaires, mutuelles ou assurances privées, ce qui aura pour effet direct que les Français paieront plus cher leur mutuelle ! Après les déremboursements, après les franchises médicales, injustes et inefficaces, vous pénalisez une fois de plus les Français qui ont besoin de se faire soigner en rendant plus chères, en rendant plus aléatoire la prise en charge de leur assurance complémentaire.

Et assurément, mesdames et messieurs les Parlementaires, mes chers collègues, ce n'est pas votre politique en matière de retraite qui va nous faire voter ce texte ! Les milliers de retraités présents dans la rue le 16 octobre dernier vous l'ont dit : le compte n'y est pas ! Les pensions baissent alors que l'inflation augmente. Vous annoncez une revalorisation du minimum vieillesse, mais vous oubliez de dire qu'il n'y a que les personnes seules qui en bénéficieront. Vous affichez l'augmentation des pensions de réversion, mais vous ne dites pas que seules les plus basses en profiteront et encore, seulement après 65 ans ! Quant aux retraites agricoles, nous sommes encore loin du compte.

Et que dire de votre volonté de repousser insidieusement l'âge de la retraite ! Vous parlez de liberté et de choix. Mais quelle est la liberté des chômeurs de 55 ans à qui l'on refuse un emploi ? Quelle est la liberté du salarié de 60 ans que l'on pousse dehors, quand 3 salariés sur 10 seulement occupent à cet âge un emploi ? Quelle est la liberté de ceux qui ont commencé à travailler à 14 ans et à qui vous opposez des conditions plus restrictives pour partir en retraite plus jeunes ? Quelle est la liberté de ceux qui ont eu des métiers difficiles et dont vous refusez de prendre en considération la pénibilité du travail, alors que leur espérance de vie est de 7 ans plus courte que celle des cadres supérieurs ? Quelle est la liberté de ceux qui ont des pensions si faibles qu'il leur faut continuer à travailler pour vivre décemment ? La liberté, mesdames et messieurs, nous sommes tous pour, c'est une belle idée, à condition d'être une réalité partagée par tous !

Alors non, en l'état actuel de ce texte, Mesdames et Messieurs les ministres, pour toutes les raisons que j'ai évoquées, le groupe SRC ne votera pas ce projet de loi de financement de la sécurité sociale.